Le Maghreb en péril

Les dynamiques sociales du FSMaghreb, réunies en Tunisie en marge du 3e Forum Maghreb/Machrek sur les migrations, témoignent de leur inquiétude sur la situation tant politique, économique que sociale au Maghreb.

Force est de constater que les gouvernements issus des élections au lendemain des mouvements de révoltes qui ont secoué de manière inégale la région, n'ont pas été à la mesure des aspirations des peuples, bien au contraire.

1. La situation sociale et économique a empiré, du fait des choix néolibéraux qui n'ont pas été remis en cause ;
2. Le chômage et particulièrement celui des jeunes diplômés s'est encore aggravé ;
3. L'option sécuritaire et répressive s'est renforcée contre les jeunes maghrébins qui ont déclenché et porté les espoirs de la fin des dictatures et des pouvoirs autoritaires ;
4. La course aux armements et la circulation des armes en Libye et au Sahel n'augurent rien de positif pour la détente et le processus de paix et de stabilité dans la région ;
5. Les frontières, et particulièrement les frontières algéro-marocaines sont plus que jamais fermées et s'orientent vers une plus grande entrave à la liberté de circulation et de mobilité des personnes et des biens et remettent en cause les aspirations des peuples à un Maghreb uni et solidaire ;
6. Les élections présidentielles en Algérie, le contrôle par la force d'un processus électoral qui aurait pu donner de nouvelles perspectives d'ouverture, ont été encore, par la répression violente des forces émergentes, une réaffirmation d'un choix de maintenir en place un régime militaire aux antipodes de la démocratie ;
7. La répression touche les mouvements sociaux et politiques émergeants, même au niveau des camps de refugiés de Tindouf, étouffant toute voix contestataire d'une option non démocratique ;
8. Le chaos Libyen n'augure rien de positif pour l'édification de l'Etat démocratique en Libye et encore moins d'un processus d'intégration du Maghreb. L'émergence de forces identitaires (tribales) et de mouvements islamistes prônant et pratiquant la violence, l'apparition de nouveaux acteurs militaires dans la course au pouvoir, le surarmement du pays, l'absence d'un Etat légitime fort et capable d'assurer la sécurité des citoyens, autant d'éléments qui sont porteurs d'une instabilité de la région et de l'exacerbation des violences armées, renforcées en cela par les connexions avec les groupes terroristes au Sahel ;
9. La situation des migrants subsahariens qui sont devenus une donnée incontournable dans la région, et malgré les mesures, certes courageuses et inédites dans la région prises par le gouvernement marocain pour régulariser des sans-papiers, mais limitées du fait des conditions imposées par l'Etat marocain et d'une forte et majoritaire volonté des subsahariens à partir vers l'Europe, destinations mortelles où la tragédie de Lampedusa n'est qu'un épisode d'une longue marche d'enfer. Cette situation est d'autant plus critique qu'elle suscite des attitudes et comportements racistes et xénophobes, non seulement de la part des organes sécuritaires mais aussi au sein des populations ;
10. La situation des réfugiés n'est pas meilleure que celle des subsahariens. Les violences armées en Syrie, en Libye, en Palestine, en Irak, des subsahariens fuyant les conflits armés, ont un impact certain sur le Maghreb par le flot de réfugiés qui espèrent s'y installer ou espèrent

faire du Maghreb un lieu de transit, mais qui restent bloqués du fait des forteresses dressées par le système sécuritaire sophistiqué mis en place par l'Europe ;

11. Dans cette situation, des groupes armés ou non, face à la faiblesse des Etats, ou avec la connivence des gouvernements en place, tentent d'imposer un nouvel ordre moral et politique, assassinant des leaders politiques démocrates, appelant au meurtre, envahissant les médias sociaux, violant et terrorisant les femmes ;
12. Malgré cette offensive contre l'esprit révolutionnaire qui a animé la révolution tunisienne, le mouvement du 20 février au Maroc, les protestations des démocrates en Algérie, les mouvements de protestations, manifestation, sit-in, grèves de la faim, occupations de locaux, créations culturelles (musique, théâtre de rue…) sont de plus en plus nombreuses et témoignent de la volonté des mouvements sociaux et des peuples de la région à asseoir de véritables démocraties dans la région et restent pleinement engagés pour la réalisation des objectifs déclenchés par les révolutions tunisienne et égyptienne – liberté, dignité et justice sociale ;

Partant de ces constats, les mouvements sociaux appellent :

1. A renforcer les synergies des mouvements sociaux et politiques démocratiques pour faire face à l'offensive conservatrice et antidémocratique ;
2. A renforcer la pression sur les Etats pour faire avancer le processus d'unification du Maghreb par la mise en place de mécanismes et de plate formes de syndicats, de femmes, d'opérateurs économiques, de défenseurs des droits de l'homme, avec une dimension maghrébine ;
3. A renforcer la pression pour l'ouverture des frontières et contre toutes les mesures restrictives de la liberté de circulation ;
4. A renforcer la dynamique enclenchée depuis 2006 pour la résolution du conflit au Sahara occidental en donnant corps, consistance et concrétisation sur le terrain à l'IPSO, adoptée en 2008 à El Jadida au Maroc;
5. A lancer des campagnes contre l'usage de la violence comme moyen de résolution des conflits et à batailler pour la levée de l'impunité d'acteurs responsables d'actes de violence ;
6. A lancer des campagnes contre l'armement de la région et pour le réinvestissement des efforts de guerre dans des projets de développement ;
7. A lancer des campagnes pour que l'exemple marocain s'améliore et lève les restrictions pour que cette mesure soit élargie, mais aussi afin que l'exemple marocain amélioré soit accepté par les autres Etats du Maghreb. Cette démarche doit être accompagnée de campagne de sensibilisation mais aussi de mesures législatives contre le racisme et la xénophobie ;

C'est aussi dans ce climat et dans ces conditions politiques que nous appelons à une forte mobilisation pour faire du prochain Forum Social Mondial en Tunisie un moment fort :

- De consolidation des acquis des révolutions ;
- Des convergences des luttes pour faire avancer l'intégration du Maghreb ;
- Pour élargir notre action pour la paix, la démocratie et la justice sociale au Maghreb et au Machrek ;
- Pour faire face à l'offensive néolibérale mondiale et redonner ensemble un nouveau souffle aux mouvements qui ont explosé à travers le monde ;

- Pour réfléchir et mettre en place les mécanismes de concertation, de convergence, de coordination dans l'autonomie et l'indépendance des mouvements sociaux, pour rendre concrètes nos aspirations pour un Maghreb uni et démocratique, pour un autre Machrek, de paix et de prospérité partagée, pour une autre Méditerranée qui soit source de vie et de solidarité et non un immense cimetière, pour un autre monde, et il ne tient qu'à nous de le rendre possible, malgré les fortes résistances.